

## DELIBERATION N° 84/09-22 : POLES DE CONVERSION

Monsieur le Maire ~~informe~~ informe l'Assemblée qu'à LUDRES, 104 personnes travaillent à NEUVES-MAISONS et sont ainsi directement concernées par les mesures de restructuration du Gouvernement, sans compter tous les ludréens qui, à des degrés divers, vivent de la présence de la sidérurgie.

La Municipalité est décidée à tout faire pour permettre aux ludréens victimes du plan acier, et particulièrement aux jeunes, de conserver un emploi proche de leur domicile.

Elle a, à juste titre, espéré pouvoir bénéficier des différentes aides du Gouvernement, annoncées dans le cadre des pôles de conversion, pour promouvoir l'implantation d'entreprises et développer la Zone Industrielle.

Le décret du 29 Août 1984 relatif à la contribution exceptionnelle de l'Etat à la création d'emplois dans la région lorraine exclut les ludréens de ces aides car, malgré les efforts financiers importants consentis par les collectivités locales pour viabiliser des terrains dans la zone industrielle, LUDRES n'a pas été retenue par le Premier Ministre (comme d'autres communes pourtant moins bien situées) dans un pôle de conversion.

Monsieur le Maire déplore qu'une telle décision administrative ne tienne pas compte des problèmes humains des 104 personnes concernées et de leurs familles.

Il s'étonne également d'une mesure qui va à l'encontre des objectifs annoncés par le Gouvernement, de tout mettre en oeuvre pour lutter contre le chômage.

Il constate :

1/ que les aides financières de l'Etat, en prenant en charge 1/3 des salaires pendant trois ans dans les pôles de conversion, vont susciter un déséquilibre dans les entreprises déjà existantes et créer une concurrence anormale entre communes,

2/ que cette nouvelle mesure va désavantager la Commune de LUDRES, stériliser l'accueil de nouvelles entreprises sur son territoire et pénaliser lourdement les collectivités (Ludres, Chambre de Commerce et Conseil Général) qui ont financé l'équipement des terrains industriels.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- d'attirer l'attention du Gouvernement et de son Préfet délégué, Monsieur Jacques CHEREQUE, pour qu'ils considèrent la situation de LUDRES en fonction des problèmes réels d'emplois que le plan acier a provoqués,

- de demander à ce que LUDRES soit rapidement inscrite sur la liste des villes bénéficiant des aides à la création d'emplois, promises par le Gouvernement au titre des pôles de conversion.